

La résistance s'organise face à la répression qui s'abat sur l'habitat léger



La "cabane en danger" de Xavier Marmier

Sur www.habitat-leger.org

La résistance s'organise contre les répressions des habitats légers. Ces modes de vie alternatifs en yourte, cabane ou caravane qui se conjuguent avec un engagement écologique sont actuellement en danger.

Des associations nationales lancent un large appel à l'ensemble de la population pour soutenir physiquement celles et ceux qui seraient inquiétés par des administrations.

Face à la difficulté d'accès au foncier, au manque de logements sociaux ou encore pour répondre à des besoins de mobilité, de liberté et d'un mode de vie plus sobre et écologique, l'habitat léger (yourtes, tiny houses, cabanes, maisons légères en bois...) est de plus en plus attractif, particulièrement auprès des jeunes générations.

Mais la législation ne suit pas le mouvement.

Depuis décembre 2019, **la loi 'Engagement et Proximité' permet aux maires d'infliger jusqu'à 500€ par jour d'amende aux personnes installées illégalement sur des terrains privés.**

C'est maintenant la cour de cassation qui risque d'ordonner la destruction de la cabane dans les arbres dans laquelle Xavier Marmier vit avec sa compagne depuis 9 ans.

Face à cette répression accrue - [alors même nos voisins Belges ont tout récemment créé un cadre juridique en faveur de l'habitat léger](#) - **une coalition d'associations s'est formée pour défendre l'habitat léger.**

Sa première action est de lancer une campagne auprès du grand public pour faire valoir le droit à vivre de manière écologique et accessible financièrement dans des constructions démontables, mobiles, transportables ou biodégradables, à faible emprise au sol.

Cette coalition a lancé une pétition en ligne sur le site <http://habitat-leger.org> pour montrer au gouvernement et aux élus locaux que le sujet concerne un grand nombre de personnes (on estime que plus de 100.000 personnes vivent en habitat léger ou mobile) et qu'il ne peut plus être ignoré comme c'est le cas actuellement.

Elle propose également d'autres formes de soutien, notamment pour **venir en aide aux habitats menacés de procès ou de destruction administrative.**

Enfin, **la coalition s'adresse également aux élus**, nombreux à tolérer ces installations et leurs habitants, pour qu'ils créent des zones spécifiques permettant de légaliser l'habitat léger sur le long terme, conformément aux dispositions prévues par la loi ALUR, qui n'ont jusque là pas ou peu été appliquées.

Voici le texte de leur coalition qu'ils invitent à relayer :

“Nous sommes un regroupement d’associations, de collectifs, et d’individus. L’habitat léger est au cœur de nos pratiques et de nos actions.

Légers sur la terre, légers sur nos budgets, par choix ou par nécessité, nous avons élu domicile dans des cabanes, caravanes, yourtes, tiny-houses ou camions aménagés.

Ces habitats qui constituent le plus souvent le domicile principal de ses usagers ne bénéficient pas au même titre que les logements conventionnels des mêmes protections. Un vide juridique relatif persiste les concernant.

L’habitat léger a pourtant fait l’objet de dispositions législatives lors du vote de la loi ALUR en mars 2014 et d’un décret en conseil d’état en avril 2015 avec entrée en vigueur en juillet 2015. Plus récemment, la loi “engagement et proximité” fournit des outils législatifs à rebours d’une logique de reconnaissance de ces implantations, dotant les mairies de pouvoirs de police pour faire évacuer les constructions en infraction à l’urbanisme.

Nous avons l’intime conviction que l’habitat léger offre de vraies solutions à la fois à la crise du logement qui ravage l’Europe entière et à la crise écologique que nous vivons.

De vraies solutions sociales puisque nous pouvons sans endettements ni loyers devenir acteurs de nos existences quel que soit notre budget en construisant nous- mêmes nos cabanes, nos yourtes, en aménageant nos camions.

De vraies solutions environnementales car nous inventons un rapport différent à l’énergie, à l’eau et reconstruisons un lien constructif à la terre en habitant ainsi.

Chaque habitat léger est ainsi un laboratoire de résilience, de transition énergétique, un espace où la créativité populaire se déploie dans l’invention d’une culture de sobriété et d’autonomie.

Que l’état décide de protéger ou pas, de reconnaître ou pas nos campements, nos cabanes, nous sommes déterminés à les défendre par tous les moyens possibles.

Nous sommes également déterminés à promouvoir une nouvelle culture de l’habitat, libérée du joug des crédits et des loyers, et des énergies fossiles, mettre en avant nos alternatives, nos modèles économiques et nos solutions et les rendre visibles.”

Les membres de la coalition pour l'habitat léger

La **Désobéissance Fertile** est un mouvement consistant à créer et pérenniser de nouvelles sociétés qui intègrent les humains dans la Nature et ont pour objectif absolu de préserver les écosystèmes vivants, quoi qu'en dise les lois.

<https://desobeissancefertile.com/>

Cabane en danger : Xavier Marmier vit dans une cabane perchée dans le Doubs. Il est actuellement inquiété par les autorités qui menace de détruire sa cabane. Il a lancé une pétition réunissant 106 897 soutiens.

<https://www.change.org/p/sauvons-la-cabane-de-xavier>

Habitat Libre en Poitou : Association poitevine pour la promotion et la défense de l'habitat libre, et des alternatives de vie. Habiter léger, pour la terre, pour sa vie.

<https://tousauxabris.jimdofree.com>

HALEM : Association d'Habitants de Logements Éphémères ou Mobiles, HALEM contribue depuis 2005 à ne pas laisser « les aménageurs de territoire » décider seuls du destin des Habitats Légers.

<http://www.halemfrance.org>

United4Earth – Lobby Citoyen est une association qui a pour objectif d'amplifier les mobilisations des citoyen.ne.s agissant pour la justice climatique, sociale et la préservation de la biodiversité.

<https://agir.united4earth.org/>